

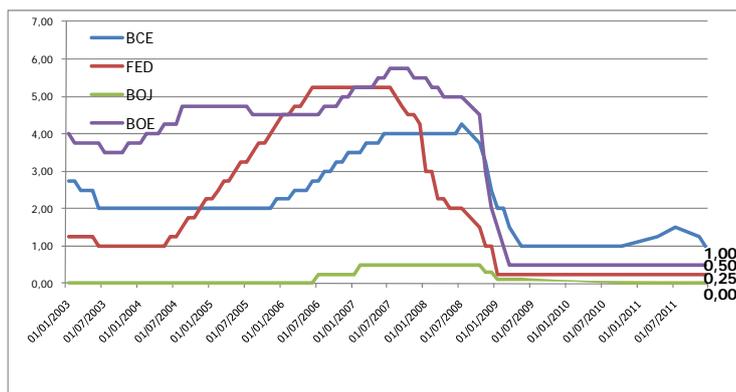
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le 12 janvier 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « l'inflation devrait demeurer supérieure à 2 % au cours des prochains mois avant de revenir en deçà de ce niveau ». Il constate par ailleurs que « la persistance de tensions sur les marchés financiers continue de freiner l'activité dans la zone euro tandis que certains indicateurs récents tirés d'enquêtes font état des premiers signes de stabilisation de l'activité à un bas niveau. Les perspectives économiques demeurent soumises à une incertitude élevée et à des risques à la baisse importants ».



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 844 800 fin novembre 2011, soit une hausse de 1,1 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 29 900 personnes). Sur un an, il croît de 5,2 % (+ 3,5 % pour les hommes et + 7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,4 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 10,3 % en novembre 2011, stable par rapport à octobre. Il était de 10 % en novembre 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 9,8 % en novembre 2011. Il était de 9,6 % en novembre 2010.

Inflation

Hausse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % sur un mois en novembre 2011 ; sur un an, il croît de 2,4 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,6 % en glissement annuel.

Léger recul de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,8 % en décembre 2011 contre 3 % en novembre.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statut quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 décembre 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le gouvernement japonais prévoit une baisse de 0,1 % du PIB pour l'année budgétaire 2011-2012. En novembre 2011, la production industrielle du Japon a reculé de 2,6 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,2 % sur un an, les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 3,2 % sur un an. Le taux de chômage est resté stable à 4,5 %.

En novembre 2011, les exportations ont reculé de 4,5 % sur un an, les importations, pour leur part ont augmenté de 11,4 %. Et le déficit commercial s'est creusé à 6,75 milliards d'euros contre 2,6 milliards en octobre.

Réduction de l'excédent commercial de la Chine en 2011

En novembre 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 4,2 % en rythme annuel contre 5,5 % en octobre. La production industrielle a progressé de 12,4 % sur un an contre 13,2 % en octobre. En décembre 2011, les exportations ont augmenté de 13,4 % sur un an et les importations de 11,8 % contre respectivement 13,8 % et 22 % en novembre.

En 2011, l'excédent commercial a atteint 155 milliards de dollars contre 183 milliards de dollars en 2010.

Actualité bancaire

Le projet de loi ratifiant les deux ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 sur la régulation bancaire et financière a été examiné par le Conseil des ministres du 4 janvier 2012 et déposé le même jour à la présidence du Sénat.

1 – l'ordonnance n° 2011-1243 du 6 octobre 2011 portant extension et adaptation des dispositions de l'ordonnance n° 2011-398 du 14 avril 2011 relatives à la définition, l'organisation et au fonctionnement des systèmes de compensation de paiements interbancaires et de règlement et de livraison de titres en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et à Wallis-et-Futuna ;

2 – l'ordonnance n° 2011-1327 du 20 octobre 2011 portant extension et adaptation des dispositions du code de la consommation relatives aux services financiers à distance, au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française ainsi que la fourniture des services financiers à distance à Wallis-et-Futuna.

Le texte n° 232 est disponible sur : <http://www.senat.fr/leg/pjl11-232.html>

Publications

1 – Comité consultatif du secteur financier

Le rapport d'activité 2010-2011 est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-ccsf-10-11.htm>

2 – Microfinance

- Observatoire de la microfinance

Le rapport annuel 2010 est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/publications/rapport-annuel-2010-de-l-observatoire-de-la-microfinance.pdf

- Colloque international La Microfinance

Les actes du colloque, qui s'est déroulé au Sénat le 8 juillet 2011, sont disponibles en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/uploads/media/colloque-microfinance-2011.pdf>

3 – Fédération bancaire française

La convention de compte, mini guide n° 5 de la série « les clés de la banque », nouvelle édition décembre 2011, est disponible en téléchargement sur :

<http://www.fbf.fr/fr/files/87TGGM/Mini-Guide%205.pdf>

Nomination

M. Robert Ophèle a été nommé second-gouverneur de la Banque de France par le Conseil des ministres du 4 janvier 2012. Il succède à ce poste à M. Jean-Paul Redouin. Mme Anne Le Lorier a été promue premier sous-gouverneur de la Banque de France à la même date.

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statut quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 21 décembre 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le gouvernement japonais prévoit une baisse de 0,1 % du PIB pour l'année budgétaire 2011-2012. En novembre 2011, la production industrielle du Japon a reculé de 2,6 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,2 % sur un an, les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 3,2 % sur un an. Le taux de chômage est resté stable à 4,5 %. En novembre 2011, les exportations ont reculé de 4,5 % sur un an, les importations, pour leur part ont augmenté de 11,4 %. Et le déficit commercial s'est creusé à 6,75 milliards d'euros contre 2,6 milliards en octobre.

Réduction de l'excédent commercial de la Chine en 2011

En novembre 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 4,2 % en rythme annuel contre 5,5 % en octobre. La production industrielle a progressé de 12,4 % sur un an contre 13,2 % en octobre. En décembre 2011, les exportations ont augmenté de 13,4 % sur un an et les importations de 11,8 % contre respectivement 13,8 % et 22 % en novembre.

En 2011, l'excédent commercial a atteint 155 milliards de dollars contre 183 milliards de dollars en 2010.

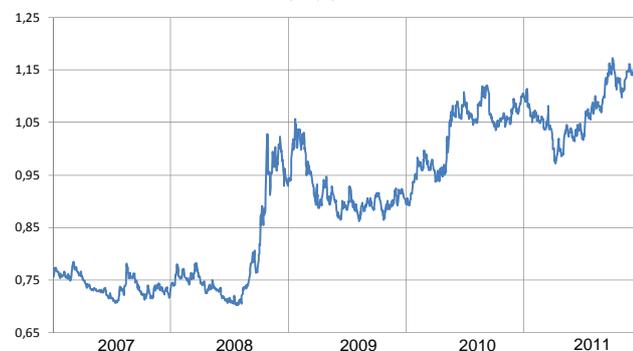
Réduction du déficit de la balance des transactions courantes australienne

Au troisième trimestre 2011, le déficit de la balance des transactions courantes australienne s'est réduit d'un milliard de dollars australiens, à - 5,6 milliards. Cette amélioration est due à la progression de l'excédent de la balance des biens qui atteint un niveau record de 9,4 milliards de dollars australiens grâce aux exportations de minerai de fer et de charbon. La balance des biens est ainsi excédentaire depuis le deuxième trimestre de 2010, en raison de la forte demande asiatique en matières premières.

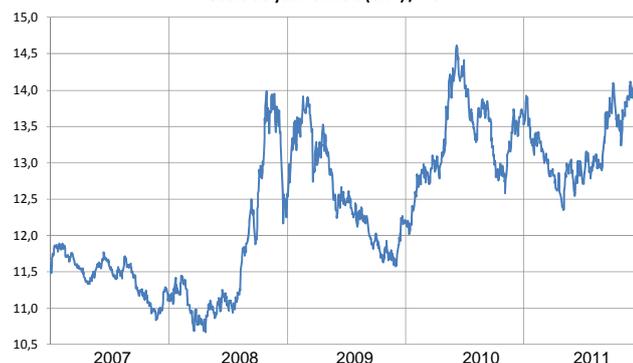
Progression de l'activité néo-zélandaise

Le PIB néo-zélandais progresse de 0,8 % au 3^{ème} trimestre 2011, après une légère hausse de 0,1 % au 2^{ème} trimestre. Il s'agit de la plus forte progression depuis fin 2009, tirée par l'activité du secteur manufacturier (+2,3 %) et du commerce, restauration et hôtellerie (+2,5 %). La consommation des ménages a augmenté de 1,5 %, soit la plus forte hausse depuis le 1^{er} trimestre 2007 (+2,0 %). La Banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 8 décembre, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.

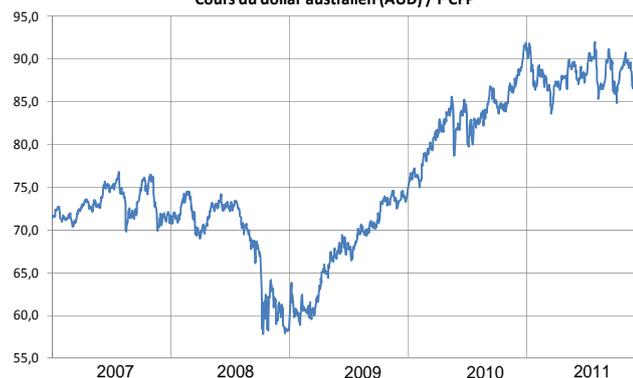
Cours du yen japonais (JPY) / F CFP



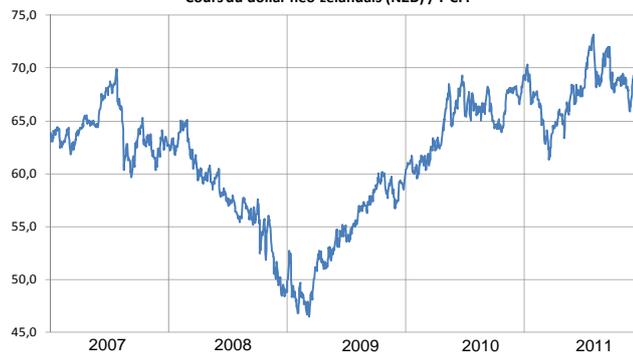
Cours du yuan chinois (CNY) / F CFP



Cours du dollar australien (AUD) / F CFP



Cours du dollar neo-zélandais (NZD) / F CFP



3 – Brèves économiques locales

Adoption du projet de loi instituant une taxe générale sur les activités

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté, le 14 décembre, un projet de loi du pays instituant une Taxe générale sur les activités (TGA). Cette taxe, qui s'inscrit dans le cadre d'une réforme globale de la fiscalité, simplifiera le système actuel en se substituant aux cinq taxes suivantes : la Taxe de solidarité sur les services (TSS) ; la Taxe de base à l'importation (TBI) ; la Taxe sur le fret aérien (TFA) ; la Taxe hôtelière de nuitée (THN) et la Taxe de péage. La TGA, au taux unique de 6 %, devrait être effective au 1^{er} janvier 2013 et ne concernera pas, dans un premier temps, les entreprises des secteurs de la location immobilière, de la santé, de l'électricité, de l'eau, de la mine et la métallurgie et de l'éducation.

Transferts des compétences en matière de sécurité civile, droit civil et droit commercial

Le Congrès a adopté, le 29 décembre, les lois du pays relatives aux transferts des compétences « Sécurité civile » et « Droit civil, règles concernant l'état civil et droit commercial ». La première devrait être transférée au 1^{er} janvier 2014 tandis que la seconde le serait dès le 1^{er} juillet 2013 (ou reportée au plus tard au 14 mai 2014 en raison des importants moyens humains que nécessite cette nouvelle compétence).

Conformément aux décrets de l'État du 31 mai et du 17 novembre 2011, le Centre de documentation pédagogique et l'Agence de développement de la culture kanak – Centre culturel Tjibaou ont été transférés à la Nouvelle-Calédonie et sont devenus des établissements publics territoriaux à compter du 1^{er} janvier 2012.

Revalorisation du SMG et du SMAG

Le gouvernement a adopté, le 14 décembre, un arrêté revalorisant le salaire minimum garanti (SMG) et le salaire minimum agricole garanti (SMAG). Au 1^{er} janvier 2012, ceux-ci s'élèvent respectivement à 150 000 F CFP et 127 500 F CFP, contre 140 000 F CFP et 119 000 F CFP précédemment. Cette revalorisation s'inscrit dans le cadre des engagements pris par le gouvernement en 2009 afin d'améliorer le pouvoir d'achat.

Comité de pilotage du « Bilan de l'Accord de Nouméa »

Le Comité de pilotage du « Bilan de l'Accord de Nouméa » s'est réuni le 21 décembre pour prendre connaissance des dernières conclusions du cabinet d'experts CM International, mandaté par le Ministère de l'Outre-mer. Les experts concluent à une bonne mise en œuvre de l'Accord mais soulignent la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de certaines dispositions parmi lesquelles l'achèvement des chantiers financés par les contrats de développement, l'inventaire et le retour d'objets identitaires en matière de culture et la formation de cadres locaux.

Suspension prochaine de l'activité d'Air Austral en Nouvelle-Calédonie

La compagnie aérienne Air Austral a annoncé, le 14 décembre, la suspension des lignes Réunion-Sydney-Nouméa et Réunion-Bangkok à partir du 20 mars 2012. La compagnie réunionnaise, présente en Nouvelle-Calédonie depuis avril 2009, justifie cette décision par la hausse des prix du kérosène. En 2010, Air Austral représentait déjà 10 % du trafic de l'aéroport de La Tontouta, avec près de 46 000 passagers transportés.

Hausse des prix des carburants

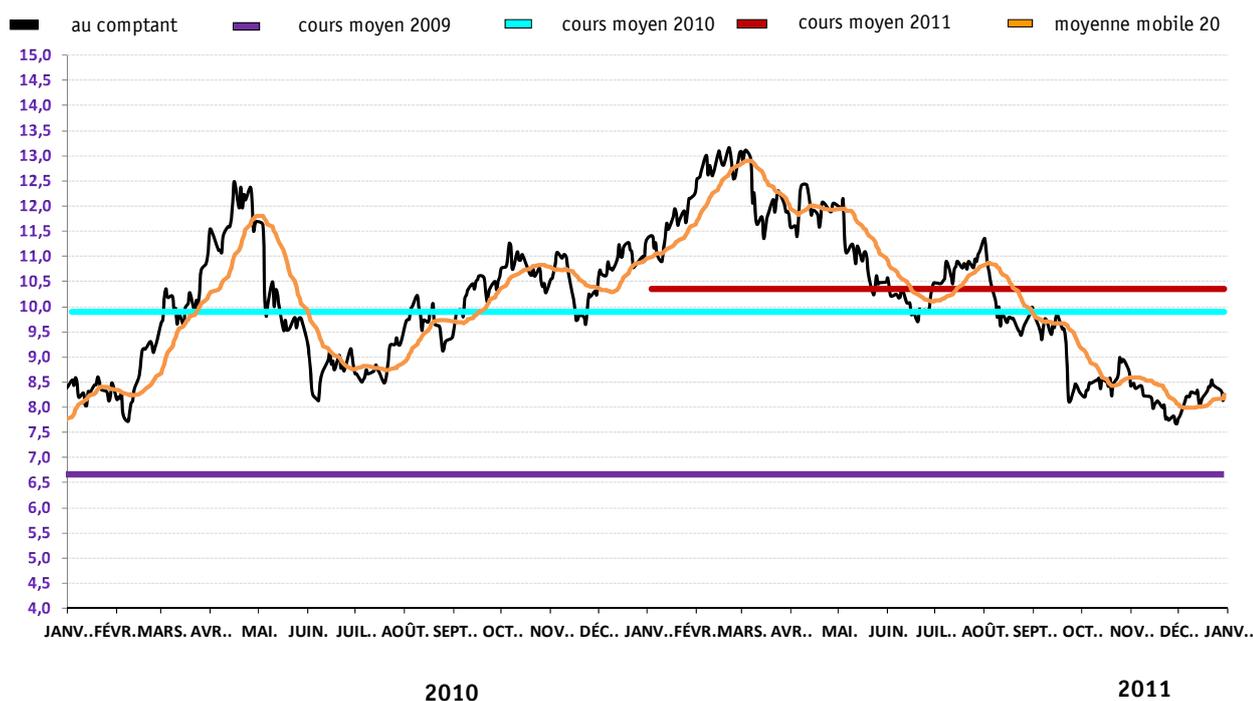
Au 1^{er} janvier 2012, le litre d'essence s'élève à 159,3 F CFP (+2,5 F CFP), soit le prix le plus élevé depuis octobre 2008 tandis que le litre de gasoil s'établit à 129,6 F CFP (+1,4 F CFP). En 2011, les prix moyens du litre d'essence et de celui de gasoil atteignent respectivement 152,3 F CFP (+12 % par rapport à 2010) et 125,7 F CFP (+17 %).

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		déc.-11	102,6	0,5%	2,6%
Nombre de demandeurs d'emploi		nov.-11	6 385	2,7%	-2,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	nov.-11	9 131	-36,8%	-10,1%
	cumulées	nov.-11	131 716	-	12,0%
Importations	mensuelles	nov.-11	27 533	21,8%	-29,5%
	cumulées	nov.-11	291 130	-	7,1%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		déc.-11	8,08	-0,4%	-26,1%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		déc.-11	732,87	2,6%	-25,7%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	nov.-11	619	53,6%	31,3%
	cumulées	nov.-11	4 062	-	1,6%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	nov.-11	3 645	-46,1%	-9,4%
	cumulées	nov.-11	54 561	-	8,9%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	nov.-11	10 777	-1,4%	6,2%
	cumulés	nov.-11	99 410	-	11,5%
• Nuitées	mensuels	oct.-11	59 516	-2,4%	26,0%
	cumulés	oct.-11	539 837	-	25,7%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		oct.-11	63,80%	- 2,9 pts	- 0,7 pts
• Croisiéristes		cumulés nov.-11	195 163	-	9,8%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	déc.-11	11 026	-12,9%	-12,3%
	cumulées	déc.-11	147 781	-	-8,3%
• Index BT 21 (p)		déc.-11	139,33	0,0%	4,1%
• IRL (p)		déc.-11	113,92	0,3%	4,0%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-11	9	-	-0,5%
	cumulées	déc.-11	708	-	-5,1%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-11	12	-	-14,3%
	cumulées	déc.-11	1 013	-	-1,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	déc.-11	656	14,1%	-7,0%
	cumulées	déc.-11	7 525	-	2,3%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	nov.-09	nov.-10	nov.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	13 462	13 794	14 849	2,5%	7,6%
Dépôts à vue	185 078	214 864	232 075	16,1%	8,0%
Total M1	198 540	228 658	246 924	15,2%	8,0%
M2-M1	87 506	91 030	98 150	4,0%	7,8%
Total M3	427 559	494 582	517 958	15,7%	4,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-09	sept.-10	sept.-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	364 076	392 660	411 987	7,9%	4,9%
Ménages	317 175	350 664	379 327	10,6%	8,2%
Collectivités locales	35 134	44 359	48 002	26,3%	8,2%
Autres agents de CCB non ventilés	9 985	11 727	13 615	17,4%	16,1%
Total concours sain	726 371	799 410	852 931	10,1%	6,7%
Créances douteuses brutes	15 040	15 979	19 237	6,2%	20,4%
Total concours brut	741 410	815 389	872 168	10,0%	7,0%

Interdits bancaires

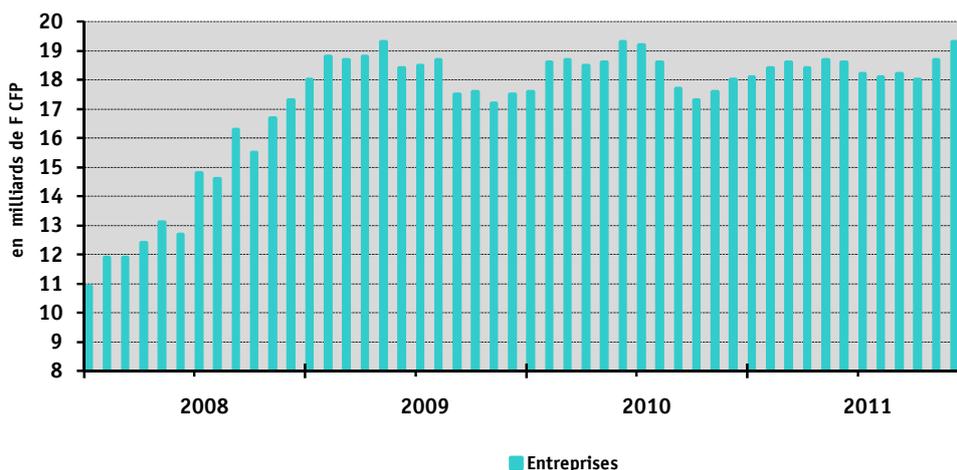
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-11	6 442	-0,2%	6,3%
	dont personnes physiques	déc.-11	5 729	-0,3%	6,1%
	dont personnes morales	déc.-11	713	0,3%	7,9%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	déc.-11	14 269	0,4%	50,6%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	déc.-11	4 313	1,9%	26,0%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	déc.-11	19,3	3,0%	7,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	Var	
Indice des prix à la consommation	déc	100,0	102,6	2,6	
Entreprises					
nb d'entreprises (a)	dec	51 356	54 745	6,6%	
	dont nb d'entreprises sans salarié (a)	dec	45 063	48 315	7,2%
créations d'entreprises	sept	3 992	3 968	-0,6%	
cessations d'entreprises (p)	sept	2 105	2 042	-3,0%	
liquidations judiciaires (nb)	déc	135	121	-10,4%	
redressements judiciaires (nb)	déc	96	82	-14,6%	
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	661	713	7,9%	
ventes de ciment local (tonnes)	déc	160 454	145 654	-9,2%	
importations ciment (tonnes)	déc	782	2 088	167,1%	
total ciment (tonnes)	déc	161 236	147 742	-8,4%	
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	33 835	30 637	-9,5%	
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	déc	9 063	8 173	-9,8%	
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	4 417	4 389	-0,6%	
Ménages					
emploi salarié (nb)	mars	84 258	87 355	3,7%	
dont secteur privé	mars	60 600	63 353	4,5%	
dont secteur public	mars	23 659	24 002	1,5%	
demandes d'emploi de fin de mois	nov	6 543	6 385	-2,4%	
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	nov	7 471	6 996	-6,4%	
chômeurs indemnisés	oct	1 770	1 675	-5,4%	
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	janv	828,4	887,6	7,1%	
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	5 399	5 729	6,1%	
décisions retraits cartes bancaires	déc	2 104	2 969	41,1%	
incidents paiements sur chèques	déc	20 220	27 274	34,9%	
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	déc	7 354	7 525	2,3%	
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	déc	16 805	16 775	-0,2%	
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	29 842	33 121	11,0%	
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	16 634	17 653	6,1%	
Echanges					
nombre de touristes	nov	89 149	99 410	11,5%	
nombre de croisiéristes	nov	177 783	195 163	9,8%	
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	oct	55,8%	60,1%	4,3 pts	
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	déc	9,89	10,37	4,9%	
cours du nickel au LME en \$/lb	déc	10,93	8,08	-26,1%	
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	nov	3 996	4 062	1,6%	
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	nov	21 925	24 039	9,6%	
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	nov	50 117	54 561	8,9%	
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	nov	89 931	98 843	9,9%	
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	nov	737	699	-5,1%	
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	nov	1 011	1 001	-1,0%	
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	nov	112 867	123 884	9,8%	
part de ces produits dans le total des exportations	nov	96%	94%	-1,92pt	
total des importations (M FCFP)	nov	271 887	291 130	7,1%	
total des exportations (M FCFP)	nov	117 606	131 716	12,0%	
taux de couverture	nov	43,26%	45,24%	2,pt	
recettes douanières (M FCFP)	sept	33 024	34 064	3,2%	
Indicateurs financiers (M de FCFP)					
Dépôts à vue	nov	214 864	232 075	8,0%	
M1	nov	228 658	246 924	8,0%	
M2	nov	319 688	345 074	7,9%	
Dépôts à termes	nov	174 736	172 749	-1,1%	
M3	nov	494 582	517 958	4,7%	
P1	nov	3 960	3 848	-2,8%	
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	5,46%	0,52 pt	
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,32%	4,58%	0,26 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,75 %	4,63 %	-0,12 pt	
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,91 %	-	ns	
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	sept	815 389	872 168	7,0%	
Ménages					
dont crédits à la consommation	sept	350 664	379 327	8,2%	
dont crédits à l'habitat	sept	67 879	71 197	4,9%	
dont crédits d'exploitation	sept	278 744	302 839	8,6%	
dont crédits d'investissement	sept	392 660	411 987	4,9%	
dont crédits à la construction	sept	71 208	74 862	5,1%	
dont crédits d'investissement	sept	213 053	221 521	4,0%	
dont crédits à la construction	sept	99 471	103 243	3,8%	
Collectivités locales					
dont d'investissement	sept	44 359	48 002	8,2%	
dont d'investissement	sept	40 431	43 764	8,2%	
Autres agents de CCB non ventilés					
créances douteuses brutes	sept	11 727	13 615	16,1%	
taux de créances douteuses brutes	sept	15 979	19 237	20,4%	
taux de créances douteuses brutes	sept	2,0%	2,2%	0,25 pt	
ensemble des actifs financiers	sept	602 093	630 461	4,7%	
Ménages					
Sociétés	sept	321 005	335 795	4,6%	
Autres agents	sept	195 259	205 090	5,0%	
dont assurances-vie	sept	85 829	89 576	4,4%	
dont assurances-vie	sept	92 037	99 647	8,3%	

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

La croissance néo-zélandaise, dynamisée par la coupe du monde de Rugby

Le Produit Intérieur Brut de la Nouvelle-Zélande a été mesuré en hausse de 0,8 % au troisième trimestre 2011, après une hausse de 0,1 % au trimestre précédent. Les secteurs d'activité qui ont participé à cette croissance sont l'industrie (+2,3 %) et plus particulièrement l'industrie agroalimentaire (+6,3 %) ainsi que la vente de détail, la restauration et l'hébergement (+2,5 %). Cette dynamique s'explique en partie par un accroissement des dépenses des néo-zélandais comme des visiteurs extérieurs lors de la coupe du monde de Rugby. Les dépenses de consommation finale des ménages contribuent ainsi pour 0,9 point à la progression observée du PIB sur le trimestre.

Recensement de la population tongienne

Selon les premiers résultats du recensement 2011 des îles Tonga, la population tongienne s'élèverait à 103 036 habitants. Ce chiffre, arrêté au 9 décembre 2011, indique une faible évolution de la population depuis le dernier recensement de 2006 (+0,2 %). L'île principale de Tongatapu concentre plus de 73 % de la population tandis que les habitants des îles extérieures ont diminué.

3 – Brèves locales

Présentation de la nouvelle gamme de billets franc CFP

La direction de l'IEOM à Wallis et Futuna a présenté pour avis, le 6 décembre dernier, devant le Conseil du Territoire présidé par le Préfet, l'iconographie d'une nouvelle gamme de billets. La gamme actuelle de coupures en circulation est en effet ancienne et ne répond plus aux standards fiduciaires internationaux. La nouvelle gamme comprendra, comme l'actuelle, une face néo-calédonienne et une face polynésienne. Sur chacune des 2 faces, des signes représentatifs de Wallis-et-Futuna seront présents.

Création d'un Pôle économique

Dans le cadre de la réflexion sur la cherté de la vie à Wallis et Futuna, l'Assemblée Territoriale a souhaité la création d'un Pôle économique (délibération n°48/AT/2011) au sein de l'administration de Wallis-et-Futuna à compter du 1^{er} janvier 2012. Ce nouveau pôle économique est composé de la Paierie, du service des Douanes et Contributions Diverses, du service des Affaires Economiques et du Développement et du Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques. L'IEOM pourra être associé aux travaux du pôle économique.

Modification des prix de vente des tabacs et boissons

La réglementation des prix de vente du tabac, datant de 1992, a été abrogée par l'arrêté n°2011-470 en date du 14 décembre 2011, qui définit une nouvelle structure des prix du tabac. On notera l'introduction de la Taxe de Consommation sur les Tabacs (TCT), une révision des coefficients fiscaux et une augmentation de la marge détaillant de 10 % à 15 %. Concernant les boissons alcooliques, alcoolisées ou sucrées, le cadre réglementaire n'est pas modifié mais une hausse des taxes est adoptée.

Politique de baisse du prix de l'énergie électrique

Lors de ses travaux du 13 décembre 2011, l'Assemblée Territoriale a arrêté un ensemble de mesures visant la baisse du prix de l'énergie électrique à Wallis et Futuna. A cet effet, il a été décidé, à court terme, de créer un tarif « éco », inférieur de 25 % au tarif actuel et de réviser le mode de tarification du carburant fourni à la société de production. A plus long terme, il est envisagé d'encourager le développement des énergies alternatives et de sensibiliser la population sur l'énergie consommée.

Revalorisation du SMIG

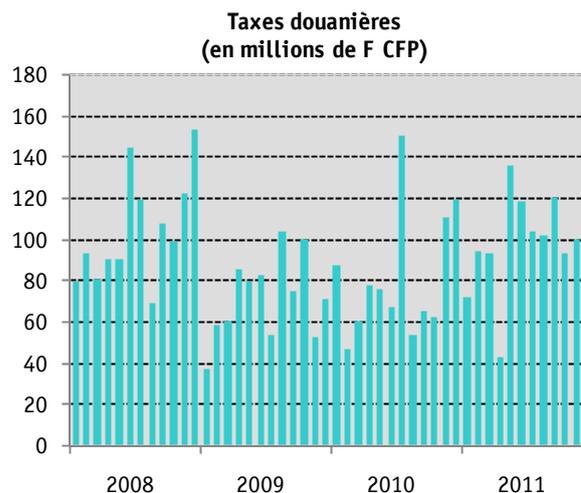
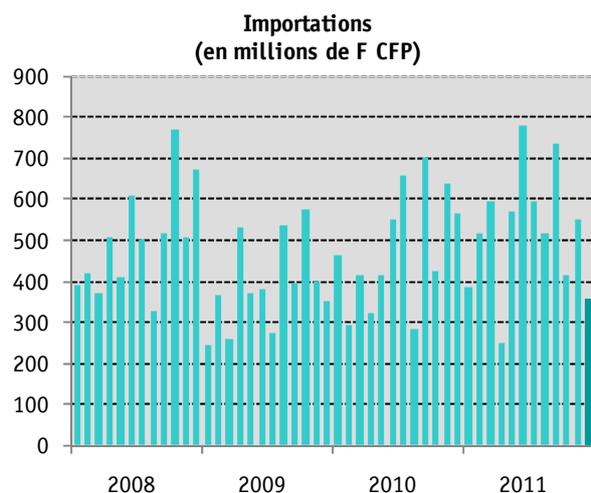
Par arrêté préfectoral n° 2012/001, le montant du salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) est fixé à compter du 1^{er} janvier 2012 à 501,99 F CFP en rémunération horaire (équivalent à une rémunération mensuelle de 84 836,90 F CFP), soit une hausse de 3 % par rapport à sa dernière revalorisation qui était intervenue en avril 2010.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3 ^e trim-11	108,55	-	3,9%
SMIG mensuel en XPF		janv-12	84 837	-	3,2%
Nombre d'emplois salariés		juin-11	2 029	-	2,5%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	déc-11	355	-35,3%	-37,2%
	cumulées	déc-11	6 260	-	9,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-11	74	-26,0%	-38,1%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	déc-11	1 149	-	17,7%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-11	412	-	0,7%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-11	1 621	7,6%	-4,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-11	627	-8,9%	-8,5%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-11	162	5,7%	-12,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-11	3 063	24,6%	2,8%
	cumulé	déc-11	29 412	-	2,6%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-11	1 310	25,1%	-7,6%
	cumulé	déc-11	13 606	-	3,1%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-11	4	33,3%	33,3%
	cumulées	déc-11	37	-	8,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	déc-11	16	6,7%	14,3%

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

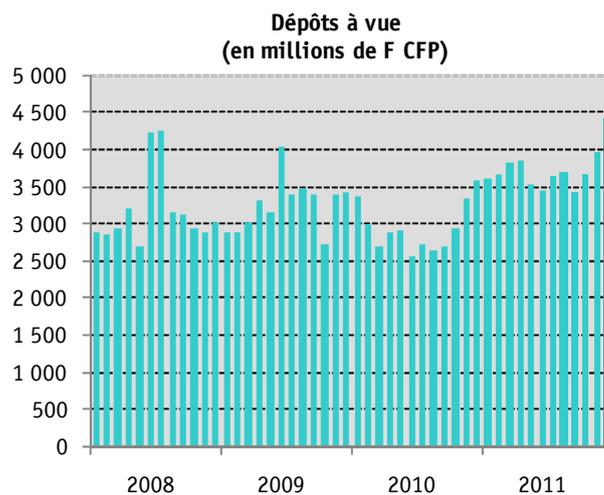
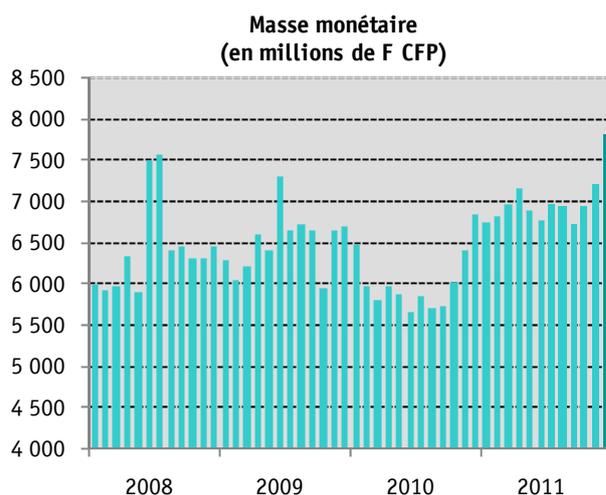


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

La masse monétaire continue sa progression sous l'effet de la hausse des dépôts à vue

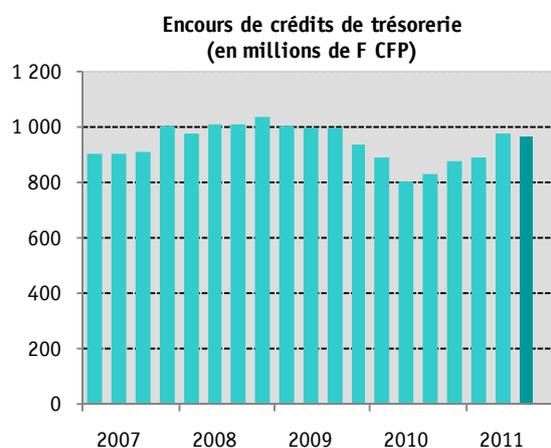
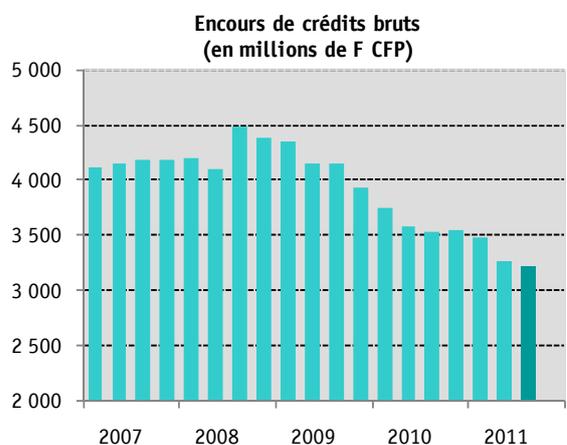
en millions de F CFP	déc-10	nov-11	déc-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 164	2 078	2 147	3,3%	-0,8%
Dépôts à vue	3 580	3 954	4 410	11,5%	23,2%
Total M1	5 744	6 032	6 557	8,7%	14,2%
M2-M1	568	548	567	3,5%	-0,3%
Total M3	6 828	7 209	7 814	8,4%	14,4%



Concours de caractère bancaire

Recul sur l'année des crédits bancaires octroyés, à l'exception des crédits de trésorerie

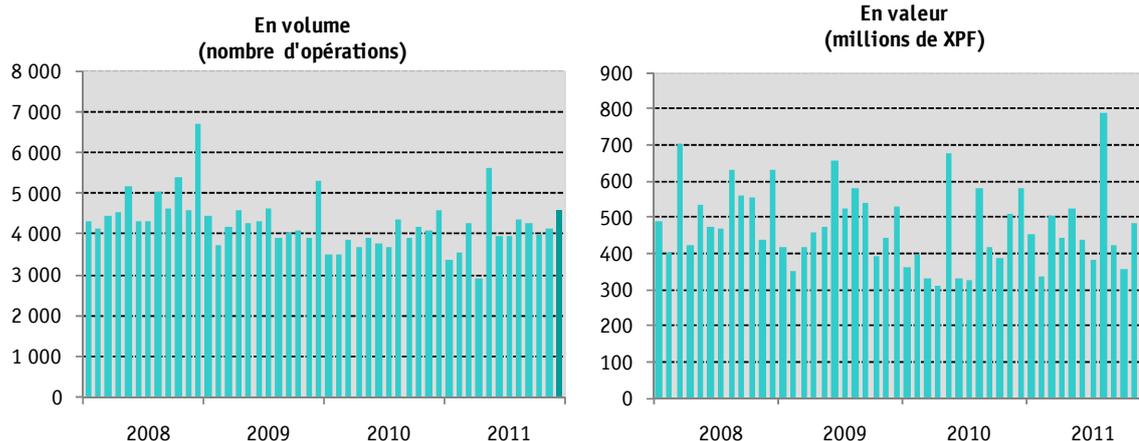
en millions de F CFP	sept-09	sept-10	sept-11	▲/an
Crédits de trésorerie	995	826	961	16,3%
Crédits à l'équipement	1 503	1 325	1 097	-17,2%
Crédits à l'habitat	507	374	366	-1,9%
Autres crédits	378	230	197	-14,3%
Sous total	3 383	2 754	2 621	-4,8%
Créances douteuses brutes	763	777	592	-23,8%
Total	4 146	3 531	3 214	-9,0%



Compensation

Hausse des opérations de compensation en nombre sur le mois

	déc-10	nov-11	déc-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 576	4 130	4 576	44 402	10,8%	0%
Compensation (en millions de FCFP)	582	485	483	5 136	-0,5%	-17%



Incidents bancaires

Diminution sur le mois des incidents de paiement par chèque

en nombre	déc-10	nov-11	déc-11	cumul 2011	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	70	99	84	1 274	-15,2%	20%
Retraits de cartes bancaires	0	0	11	20	-	-

Interdits bancaires

Baisse sur le mois et sur l'année des personnes en situation d'interdiction bancaire

en nombre	déc-10	nov-11	déc-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	421	410	408	-0,5%	-3,1%
- dont personnes physiques	409	402	399	-0,7%	-2,4%
- dont personnes morales	12	8	9	12,5%	-25%

Cotation

Sur le mois, hausse du nombre de cotes valides et stabilité du nombre de cotes éligibles

en nombre	déc-10	nov-11	déc-11	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	26	38	46,2%	0,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	13	8	8	0,0%	-38,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3 ^e trim	104,50	108,55	3,9%
Entreprises				
nombre d'entreprises	septembre	475	512	7,8%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	décembre	12	9	-25,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	774	867	12,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	128	108	-15,3%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	décembre	67	87	29,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	1 979	2 029	2,5%
dont secteur privé	juin	790	839	6,2%
dont secteur public	juin	1 189	1 190	0,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	486	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	décembre	409	399	-2,4%
décision retrait cartes bancaires	décembre	0	20	-
incidents paiements sur chèques	décembre	70	84	20,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 756	1 643	-6,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	724	992	36,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	243	288	18,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	décembre	53	76	43,4%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	décembre	5 737	6 260	9,1%
exportations	décembre	0	20	ns
recettes douanières	décembre	1 397	1 574	12,7%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	décembre	976	1 149	17,7%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	décembre	409	412	0,7%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	novembre	3 580	4 410	23,2%
M1	novembre	5 744	6 557	14,2%
M2	novembre	6 312	7 124	12,9%
Dépôts à terme	novembre	516	691	33,7%
M3	novembre	6 828	7 814	14,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
	septembre	3 531	3 214	-9,0%
Ménages	septembre	1 219	1 298	6,4%
dont crédits à la consommation	septembre	846	977	15,5%
dont crédits à l'habitat	septembre	374	321	-14,2%
Entreprises	septembre	1 116	955	-14,5%
dont crédits d'exploitation	septembre	64	66	2,3%
dont crédits d'investissement	septembre	1 002	808	-19,4%
dont crédits à la construction	septembre	-	-	-
Collectivités locales	septembre	322	289	-10,2%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	96	80	-17,0%
créances douteuses brutes	septembre	777	592	-23,8%
taux de créances douteuses	septembre	22,0%	18,4%	- 3,6 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 990	2 913	-2,6%
Sociétés	septembre	1 302	1 480	13,6%
Autres agents	septembre	3 888	3 622	-6,8%
dont assurances-vie	septembre	883	947	7,2%

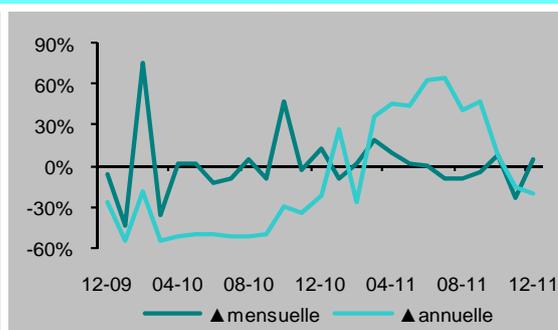
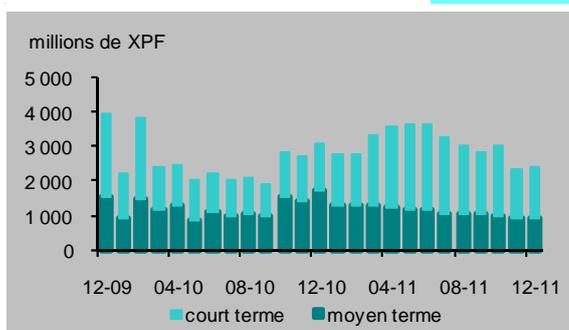
Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Refinancement en progression sur l'année mais en recul sur l'année

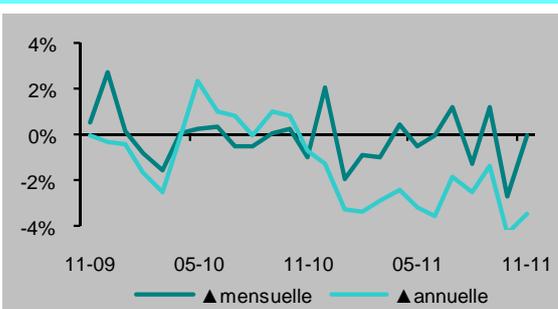
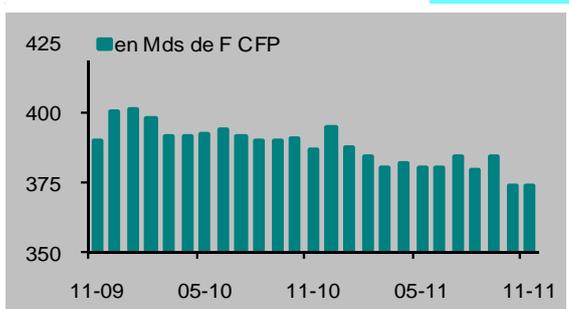
en millions de F CFP	déc-10	nov-11	déc-11	/mois	/an
Utilisations à court terme	1 706	1 421	1 524	7,3%	-10,7%
Utilisations à moyen terme	1 331	876	882	0,7%	-33,7%
Refinancement total	3 037	2 297	2 406	4,8%	-20,8%



Masse monétaire

Progression de l'encours des dépôts à vue sur le mois, au détriment des comptes sur livrets et des dépôts à terme

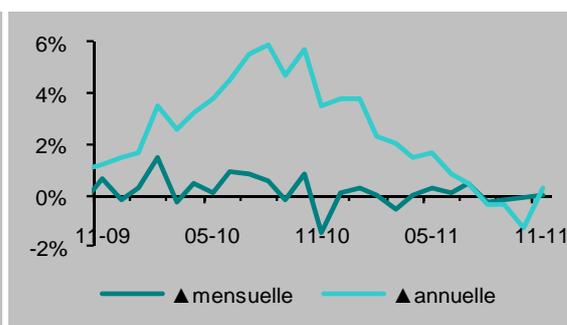
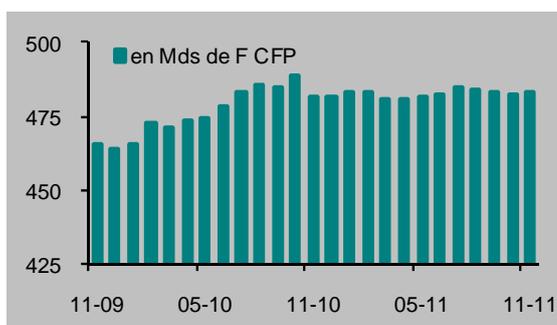
en millions de F CFP	nov-10	oct-11	nov-11	/mois	/an
Circulation fiduciaire	13 903	14 518	14 656	1,0%	5,4%
Dépôts à vue	153 461	142 888	145 853	2,1%	-5,0%
Comptes sur livrets	107 784	100 437	99 555	-0,9%	-7,6%
Comptes d'épargne logement	224	307	308	0,4%	37,5%
Dépôts à terme	107 416	112 997	110 673	-2,1%	3,0%
Autres	4 085	2 812	2 650	-5,7%	-35,1%
Total M 3	386 873	373 959	373 696	-0,1%	-3,4%



Concours des banques locales à l'économie

Hausse sensible des créances douteuses brutes en novembre

en millions de F CFP	nov-10	oct-11	nov-11	/mois	/an
Crédits de trésorerie	135 694	133 187	131 894	-1,0%	-2,8%
Crédits d'équipement	62 515	63 097	62 764	-0,5%	0,4%
Crédits à l'habitat	154 767	159 386	160 128	0,5%	3,5%
Autres crédits	76 393	70 961	70 122	-1,2%	-8,2%
Créances dout. brutes	51 944	55 984	57 857	3,3%	11,4%
Total C C B	481 313	482 615	482 764	0,0%	0,3%



Cotation

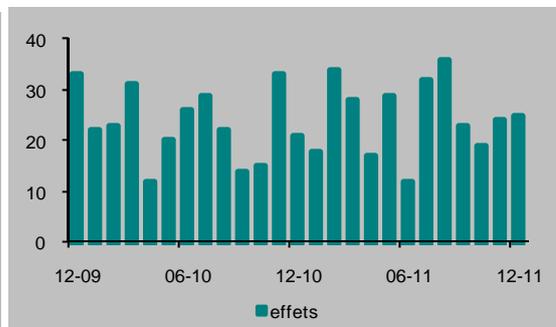
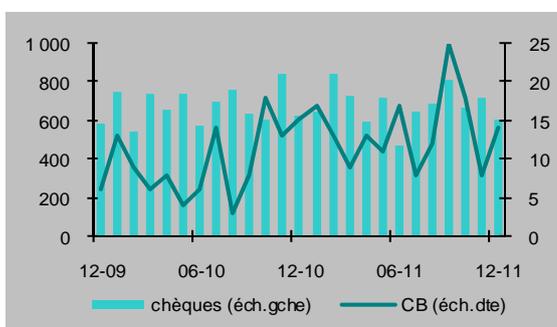
Augmentation du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	nov-10	nov-11	déc-11	/mois	/an
Entreprises cotées :	6 367	7 065	7 096	0,4%	11,4%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 228	1 205	1 223	1,5%	-0,4%
Entreprises éligibles au refinancement IEM	1 452	1 556	1 579	1,5%	8,7%

Incidents de paiement

Repli des incidents de paiement sur chèques

en nombre	déc-10	nov-11	déc-11	/mois	/an
Incidents de paiements :	662	745	646	-13,3%	-2,4%
- sur chèques	626	713	607	-14,9%	-3,0%
- sur effets	21	24	25	4,2%	19,0%
- retraits de cartes bancaires	15	8	14	75,0%	-6,7%



Interdits bancaires

Interdits bancaires en recul pour les personnes physiques, en progression pour les personnes morales

en nombre	déc-10	nov-11	déc-11	/mois	/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 725	3 594	3 588	-0,2%	-3,7%
- dont personnes physiques	3 295	3 160	3 150	-0,3%	-4,4%
- dont personnes morales	430	434	438	0,9%	1,9%

3 – Brèves économiques locales

Transports aériens

Maintien du dispositif du transport aérien interinsulaire

Le conseil des ministres a approuvé la prolongation, jusqu'au 31 juillet 2012, de la convention pour le développement du transport aérien interinsulaire signée avec Air Tahiti. Cette convention a pour objet la mise en œuvre d'un programme de desserte minimale conforme à la politique gouvernementale de désenclavement aérien des îles éloignées. En outre, afin de compenser en partie le déficit généré par la desserte aérienne, le gouvernement a inscrit au budget 2012 la somme de 250 millions de F CFP destinée au versement d'une subvention.

Réduction du capital d'Air Tahiti Nui

L'assemblée générale extraordinaire d'Air Tahiti Nui a décidé de voter une réduction drastique du capital de la compagnie aérienne, celui-ci passant de 12,9 milliards de F CFP à 1,6 milliard. Afin d'effacer les pertes enregistrées par l'entreprise et de pouvoir ainsi attirer de nouveaux investisseurs.

Franchise bagage sur Air France

A l'instar d'Air Tahiti en juillet dernier, Air France diminue la franchise bagage à compter du 13 février 2012. En classe économique, la franchise gratuite sera désormais limitée à un unique bagage de 23 kilos au maximum contre deux auparavant.

Tourisme

Salon de la plongée à Paris

Pour la 14e édition du Salon de la plongée qui se tenait à Paris mi-janvier, 13 représentants polynésiens de la profession étaient présents sur le stand du GIE Tahiti tourisme.

Santé

Négociation pour le renouvellement de la convention CPS/médecins libéraux

Les représentants des régimes de protection sociale et des syndicats de médecins libéraux sont actuellement en discussions pour mettre en place un nouvel accord de conventionnement. Le principal point d'achoppement concerne la modification de la nomenclature tarifaire des actes médicaux. Les administrateurs de la CPS mettent en avant la nécessité de limiter l'évolution des dépenses de santé. Les médecins, pour leur part, estiment que la mesure conduirait à une contraction de leurs revenus de 25 à 40 %.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : politique monétaire

Baisse des taux directeurs

Le 7 décembre 2011, la Reserve Bank of Australia (RBA) a diminué d'un quart de point son principal taux directeur, le Cash rate, à 4,25 %. Les banquiers centraux australiens ont justifié leur décision par le ralentissement de l'économie mondiale et les risques liés à l'endettement public des pays européens. Ils ont jugé la situation économique de l'Australie encore très positive (termes de l'échange favorables, investissement minier important).

La RBA a, en outre, estimé que le niveau de l'inflation, encore élevé en septembre 2011 (+ 3,5 % en glissement annuel) devrait revenir dans la fourchette cible (2-3 %) en 2012.

Nouvelle-Zélande : inflation

Recul de 0,3 % de l'indice des prix à la consommation (CPI) au 4^e trimestre 2011

Sur le dernier trimestre de 2011, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en baisse de 0,3 %, principalement grâce aux produits alimentaires (- 2,2 %). A l'inverse, le prix des transports progresse de 1,4 %, en raison d'un effet saisonnier sur le transport aérien international.

Le CPI augmente de 1,8 % en glissement annuel après + 4,6 % au troisième et + 5,3 % au deuxième trimestre ; cette divergence tient à la revalorisation de la TVA en octobre 2010, sans effet sur le dernier trimestre 2011.

Nouvelle-Zélande : croissance économique

Progression de 0,8 % du PIB au 3^e trimestre 2011

Au troisième trimestre 2011, le PIB néo-zélandais progresse de 0,8%.

Soutenue par la coupe du monde de rugby, la consommation des ménages est en forte hausse (+1,5%). Ainsi, le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration (+2,5%) enregistrent leur plus forte progression depuis le premier trimestre 2007. De la même manière, la valeur des industries agro-alimentaires et l'industrie du tabac augmente de 6,3%

En revanche, l'investissement des entreprises et des ménages baisse de 1,9%. En outre, le recul de l'activité pour le secteur de la construction se poursuit (-2,2% après -3,6% au deuxième trimestre).

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	déc. 11	104,4	105,3	106,3	0,9%	1,8%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	oct. 11	121,5	116,9	116,3	-0,5%	-4,3%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	nov. 11	1 199	969	1 288	32,9%	7,4%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	nov. 11	13 259	12 449	14 401	15,7%	8,6%
(source : ISPF)							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	nov. 11	2 300	1 487	2 111	42,0%	-8,2%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	nov. 11	124	143	124	-13,3%	0,0%	
	<i>Camions</i>	nov. 11	6	9	4	-55,6%	-33,3%
	<i>Camionnettes</i>	nov. 11	118	134	120	-10,4%	1,7%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc. 11	430	434	438	0,9%	1,9%	
(sources : ISPF, IEOM)							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	nov. 11	2 393	2 139	2 346	9,6%	-2,0%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	nov. 11	3 123	3 144	3 483	10,8%	11,5%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	nov. 11	276	342	226	-33,9%	-18,1%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	déc. 11	3 295	3 160	3 150	-0,3%	-4,4%	
(sources : ISPF, IEOM)							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	nov. 11	754	550	782	42,2%	3,7%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	nov. 11	60	72	111	54,3%	84,2%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	nov. 11	131	80	132	65,3%	0,8%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	nov. 11	149	97	180	85,1%	21,2%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	nov. 11	9	14	7	-48,7%	-25,1%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept. 11	63	3	102	3956,0%	60,8%	
Tourisme							
Nombre de touristes	oct. 11	16 092	14 402	14 519	0,8%	-9,8%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc. 11	49,9%	58,3%	47,8%	-10,5 pts	-2,1 pts	
(sources : ISPF, CPH)							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	déc. 11	56 988	56 365	56 542	0,3%	-0,8%
	<i>Comptes sur livret</i>	déc. 11	101 607	93 744	94 881	1,2%	-6,6%
	<i>Dépôts à terme</i>	déc. 11	52 544	58 225	59 527	2,2%	13,3%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	déc. 11	81 612	76 302	81 119	6,3%	-0,6%
	<i>Dépôts à terme</i>	déc. 11	38 022	41 843	39 895	-4,7%	4,9%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	déc. 11	81 646	79 388	79 773	0,5%	-2,3%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	déc. 11	132 160	138 741	139 573	0,6%	5,6%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	déc. 11	52 286	50 817	49 329	-2,9%	-5,7%
	<i>Crédits d'équipement</i>	déc. 11	53 246	54 106	56 402	4,2%	5,9%
Créances douteuses	<i>Créances douteuses brutes</i>	déc. 11	51 940	57 806	58 945	2,0%	13,5%
(source : IEOM)							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE									
	taux		date d'effet						
taux de la facilité de dépôt	0,25%		14/12/2011						
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%		14/12/2011						
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%		14/12/2011						
TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER									
	date d'effet		taux		taux de sortie maximum applicables				
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010		0,25%		aux crédits pour accès au réescompte				
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011		1,00%		3,75%				
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996		3,00%		5,35% à 5,80% (Taux SGFGAS à partir du 01/11/2011)				
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011		1,75%						
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011		1,75%						
TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE									
taux d'intérêt en fin de mois									
	30/12/2011	30/11/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	taux de base bancaire		taux	date d'effet
EONIA	0,6290%	0,8050%	- 0,176 pt	0,8170%	- 0,188 pt	banques métropolitaines		6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	1,0240%	1,2100%	- 0,186 pt	0,7820%	+ 0,242 pt	banques locales			
EURIBOR 3 mois	1,3560%	1,4730%	- 0,117 pt	1,0060%	+ 0,350 pt	taux d'intérêt légal		taux	JORF
EURIBOR 6 mois	1,6170%	1,7010%	- 0,084 pt	1,2270%	+ 0,390 pt	année 2011		0,38%	03/02/2011
EURIBOR 12 mois	1,9470%	2,0350%	- 0,088 pt	1,5070%	+ 0,440 pt	année 2010		0,65%	11/02/2010
taux d'intérêt en moyenne mensuelle									
	30/12/2011	30/11/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08	Définitions			
TEMPE	0,6168%	0,7845%	- 0,168 pt	0,4902%	+ 0,139 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average			
EURIBOR 1 mois	1,1410%	1,2220%	- 0,081 pt	0,8110%	+ 0,330 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA			
EURIBOR 3 mois	1,4250%	1,4810%	- 0,056 pt	1,0220%	+ 0,403 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate			
EURIBOR 6 mois	1,6700%	1,7040%	- 0,034 pt	1,2510%	+ 0,419 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)			
EURIBOR 12 mois	2,0020%	2,0420%	- 0,040 pt	1,5260%	+ 0,476 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)			
TMO	3,4300%	3,8000%	- 0,370 pt	3,5900%	- 0,160 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)			
TME	3,2300%	3,6000%	- 0,370 pt	3,3900%	- 0,160 pt				
TRBOSP	3,3400%	3,8900%	- 0,550 pt	3,6500%	- 0,310 pt				
taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/12/2011	30/11/2011	31/12/2010	30/12/2011	30/11/2011	31/12/2010	30/12/2011	30/11/2011	31/12/2010
taux JJ	0,110%	0,180%	0,230%	0,035%	0,260%	0,080%	0,555%	0,725%	0,490%
3 mois	0,680%	0,430%	0,476%	0,140%	0,325%	0,110%	1,100%	1,045%	0,820%
10 ans emprunts phares	1,870%	2,100%	3,310%	0,980%	1,080%	1,120%	1,980%	2,290%	3,400%
TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2012)									
Prêts aux particuliers		seuil de l'usure		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires		15,78%			
Prêts immobiliers		seuil de l'usure		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF		10,60%			
Prêts à taux fixe		6,24%		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		seuil de l'usure			
Prêts à taux variable		5,83%		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		9,67%			
Prêts-relais		6,43%		Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable		5,45%			
Autres crédits aux particuliers				Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe		6,29%			
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF		20,65%		Découverts en compte (1)		13,80%			
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires		19,15%		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans		6,53%			
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF		13,98%		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires		17,69%			
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF		12,51%		Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale		13,80%			
(1) y compris commission du plus fort découvert									
TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	92,2264	1 NZD/XPF	71,2982	1 HKD/XPF	11,8726	1 GBP/XPF	142,8609	
100 JPY/XPF	119,0936	1 AUD/XPF	93,7921	1 SGD/XPF	70,9506	100 VUV/XPF	96,4604	1 FJD/XPF	49,9840